



Votez pour l'éducation

En mai 2014, nous serons appelés à élire nos représentants aux parlements européen, belge et wallon ou bruxellois. D'ici là, chaque mois, nous vous présentons un enjeu de ce triple scrutin, qui vous concerne directement. En février, découvrez comment l'Europe, la Belgique et votre Région influencent l'enseignement et la formation.

« Ouvrez les écoles, vous fermerez les prisons », disait Victor Hugo. L'importance de l'instruction pour construire une société harmonieuse n'échappe à aucun parti. Mais au niveau européen, les politiques d'austérité compromettent les politiques d'éducation. Et en Belgique, notre enseignement reste l'un des plus inégalitaires.

La Communauté, doit mieux faire

Le bulletin de la Fédération Wallonie-Bruxelles est plutôt mauvais. La bonne nouvelle, c'est qu'elle peut y remédier.

En Belgique, l'enseignement est pleinement confié aux Communautés depuis 1988. Pour être tout à fait précis, l'Etat fédéral conserve la mission de fixer les différents niveaux (maternel, primaire, secondaire et supérieur) et l'âge de l'obligation scolaire. Autrement dit, rien qui n'exige une intense activité politique. Même les conditions minimales pour la délivrance des diplômes relèvent désormais de la compétence des Communautés, à charge pour elles de se mettre en conformité avec les règles européennes de certification (voir page 9). L'avenir de notre enseignement se joue donc dans les urnes régionales (voir encadré). Et quels enjeux ! L'éducation et la formation de la jeunesse sont évidemment le socle de toute société. Entre transmission des savoirs et stimulation du progrès social, l'enseignement a de grands défis à relever.

2000, le bulletin de la partie francophone du pays est assez décevant... Nos jeunes se retrouvent presque systématiquement sous la moyenne dans toutes les matières. Malgré quelques progrès et même si cette enquête n'est qu'un outil parmi d'autres, il est donc difficile d'effacer notre réputation de mauvais élève de la classe. D'autant plus que les Communautés flamande et germanophone affichent, quant à elles, de très bons résultats.

Message reçu par nos politiques ? L'enseignement est l'une des deux priorités des gouvernements wallon et de la FWB pour 2022, avec l'environnement. D'après la ministre de l'Enseignement obligatoire, Marie-Martine Schyns, ce plan « est l'occasion unique de créer un lien entre le monde de l'école et de l'entreprise »³. Un accent que regrettent le MOC et la CSC Enseignement⁴ : « tout cela reste peu ambitieux par rapport à l'ensemble des défis à relever. L'émancipation sociale, l'égalité des chances, la soli-

darité, le pluralisme, l'ouverture aux autres cultures, la confiance en soi, etc. sont autant de valeurs et de principes constitutifs des objectifs généraux que le décret Missions a assignés à l'enseignement francophone. Or, il n'en subsiste aucune trace dans les considérations et les mesures avancées. Une et une seule obsession prédomine : la relance de la croissance économique. C'est dans la perspective de cet unique objectif que l'avenir de l'enseignement semble être envisagé : un enseignement plus efficace et plus en adéquation avec l'offre et les exigences du marché du travail. »⁵

Bien sûr, la qualification professionnelle des futurs travailleurs et travailleuses est un enjeu essentiel. A ce niveau, tisser des liens plus forts entre les écoles et les entreprises a du sens. Les expériences de formations en alternance sont d'ailleurs très convaincantes à ce sujet. Mais l'enseignement ne peut se limiter à cela. D'abord parce que le monde du travail évolue sans cesse. Ainsi, d'après une étude récente, « deux tiers des élèves de maternelle exerceront un métier qui n'existe pas encore »⁶. Certains spécialistes recommandent d'ailleurs de plutôt « apprendre à apprendre », pour permettre aux futurs adultes de s'adapter rapidement à ces évolutions constantes. Ensuite, et plus fondamentalement, le rôle de l'école, de la petite enfance aux études supérieures, c'est de former des citoyens à part entière. Des personnes capables de vivre ensemble, de participer à la vie de la société dans tous ses aspects, et surtout, de la remettre en

Un vote, deux mandats

Le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (anciennement Communauté française) regroupe tous les députés wallons (75) et une partie des députés bruxellois francophones (19). Les membres de cette assemblée sont donc élus via les élections régionales.

Former des citoyens

Tous les trois ans depuis l'an 2000, elle fait trembler nos ministres de l'Enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) : l'enquête Pisa évalue et compare le niveau des élèves de 15 ans en math, en lecture et en sciences dans les pays de l'OCDE. Et, depuis



question et la faire évoluer, grâce à leur esprit critique. Alors que certains estiment qu'il faut décourager les jeunes de se lancer dans des métiers sans issue, d'autres rappellent ainsi que l'enseignement n'est pas là pour fournir un emploi. Comme souvent, la vérité se situe certainement entre ces deux extrêmes, mais il est clair que la tendance actuelle penche malheureusement vers une vision de l'éducation réduite à sa simple finalité économique.

Construire l'égalité

Les enquêtes Pisa livrent un résultat bien plus grave que le niveau de nos élèves. En 2012, la Belgique a décroché la médaille d'argent de l'inégalité scolaire, derrière la France. Plus précisément, la Flandre est à la deuxième place, et la Communauté française occupe la troisième. Car les enquêtes Pisa ne se contentent pas d'interroger les élèves en math, en lecture et en sciences. Ces derniers sont également questionnés sur leur situation personnelle, ce qui permet de

faire des liens entre leurs résultats scolaires et leur niveau social, leur origine ou le niveau d'études de leurs parents.

Ainsi, on constate que le diplôme des parents détermine la scolarité de l'enfant et ce, particulièrement en Flandre, qui détient le record d'écart entre l'élève dont l'un des parents est diplômé du supérieur et celui dont aucun parent n'a suivi d'études supérieures. La situation socio-économique de l'enfant est tout aussi déterminante : en FWB, en 2012, l'écart entre les élèves les moins favorisés et les élèves les plus nantis est de 112 points, pour une moyenne de 493 points. C'est énorme ! Pire : à compétences égales, un enfant défavorisé a 40% de risques en plus de redoubler qu'un autre. Ainsi, en caricaturant à peine, « prenez deux gamins qui présentent exactement le même bulletin « un peu juste », celui qui vient d'un « beau quartier » sera plus volontiers autorisé à passer dans l'année supérieure que celui qui vient d'un quartier moins favorisé ». ⁷ En stigmatisant les élèves selon leur milieu, notre système éducatif re-

produit et amplifie les inégalités sociales, au lieu de les estomper.

La faute à quoi ? D'après une étude de l'Université de Liège, notre enseignement est l'un des plus inéquitables au monde « parce que nous apportons des réponses trop simples à la faiblesse de certains élèves : le redoublement et l'orientation en filières » ⁸. L'association Appel pour une école démocratique (Aped) part des mêmes constats pour faire ses recommandations : lutter contre l'échec pour éviter le redoublement, en commençant par diminuer la taille des classes pour permettre un meilleur accompagnement par les enseignants, et prolonger le tronc commun jusqu'à 16 ans, afin de ne pas séparer les élèves entre les filières générale et qualifiante (anciennement technique et professionnelle) trop tôt. La mixité sociale des classes, pour empêcher le tri des élèves entre écoles pauvres et écoles riches, est également un facteur d'égalité essentiel. Parcourons une à une ces trois pistes.



iStock

Mettre fin au redoublement

En 2012, la FWB a confirmé son triste record : 48% des élèves de 15 ans ont déjà redoublé au moins une fois ! De plus en plus décrié par certains acteurs de terrain, le redoublement n'apparaît plus vraiment comme une solution aux difficultés scolaires. Néanmoins, l'Aped estime que le supprimer bêtement n'en est pas une non plus : « *combattre le redoublement et sa fonction socialement discriminatoire, c'est aussi combattre tout ce qui est générateur d'échec.* » Autrement dit, il faut s'attaquer aux sources du problème, à savoir les difficultés d'apprentissage de certains élèves. Et pour cela, il est évident que les enseignants doivent bénéficier des meilleures conditions de travail. Aujourd'hui, un enseignant sur cinq quitte la profession dès sa première année de travail. Un chiffre pareil ne peut pas s'expliquer par de simples erreurs d'orientation. Le métier est à la fois difficile et peu reconnu. Pour remédier à la pénurie d'enseignants, la CSC Enseignement avance donc ses priorités : revaloriser le métier, notamment en soutenant les professeurs en début de carrière, en augmentant les salaires et en fournissant le matériel nécessaire, impliquer tous les acteurs de terrain dans la réforme de la formation de base des enseignants, et améliorer la formation tout au long de la carrière.⁹

Reporter le choix de la filière

Aujourd'hui, l'orientation vers les filières qualifiantes s'apparente rarement à un premier choix, qui valoriserait les compétences acquises ou révélées au premier degré. Ce sont les lacunes constatées dans les cours généraux qui incitent le Conseil de classe à proposer à l'élève et à ses parents une réorientation vers les filières qualifiantes. L'enseignement de qualification s'apparente à une filière de relégation à la suite d'un échec scolaire. L'enseignement général « serait » destiné aux « bons » élèves et l'enseignement qualifiant aux « mauvais » élèves. L'orientation des élèves ne peut être appréhendée sans évoquer les profondes inégalités sociales qui sous-tendent l'échec scolaire. *Maintenir un tronc commun jusqu'à 16 ans comme de nombreux acteurs le suggèrent permettrait d'éviter cette ségrégation et que la filière qualifiante soit un vrai choix d'orientation, fondé sur les ambitions des jeunes.* A condition bien sûr que le tronc commun amène tous les élèves vers la réussite, même ceux qui ont plus de diffi-

cultés, comme nous l'avons évoqué dans le paragraphe précédent.

Evidemment, l'enjeu des filières générale et qualifiante n'est pas qu'une question d'âge du jeune au moment de faire son choix. Longtemps dévalorisé, notamment parce que vécu comme « la filière des nuls », l'enseignement technique et professionnel commence à changer de réputation. Plusieurs campagnes ont d'ailleurs été lancées pour redorer l'image de cette forme d'apprentissage, de plus en plus sollicitée par les entreprises elles-mêmes. *Après avoir poussé les jeunes à faire les plus longues études possibles, notre tissu économique semble souffrir d'une pénurie de main-d'œuvre manuelle.* La distinction entre les mains et la tête est d'ailleurs de moins en moins pertinente, comme le conclut une étude sur les métiers de demain : « *dans tous les domaines, on constate que les besoins en connaissances technologiques augmentent, et que ces métiers, qu'ils soient manuels ou intellectuels, intègrent un bagage de connaissance plus élaboré que pour les métiers du passé.* »¹⁰ Ce qui compte, dans une filière comme dans l'autre, c'est donc bien le niveau de qualification, pour lequel il faut viser haut, très haut.

Mélanger les gens

Les études le prouvent, sans intervention, les établissements scolaires se partagent très rapidement entre écoles riches et écoles pauvres. Une dualisation qui reproduit et même accentue les inégalités : « *Dès l'enseignement maternel, la régulation des inscriptions permet de combattre les inégalités sociales et scolaires.* »¹¹ C'est l'objectif du Décret Inscriptions adopté en 2009 (qui ne concerne que le secondaire), que la CSC Enseignement appelle à préserver et améliorer à tout prix : il faut établir des procédures claires et communes, connues de tous les citoyens, gérer les situations différemment selon les problèmes qui se posent dans chaque zone et, bien sûr, permettre à chaque enfant d'avoir une

place dans une école à la rentrée. A ce propos, les partenaires du gouvernement actuel de la FWB se sont d'ailleurs engagés à créer 13.750 nouvelles places d'écoles au cours des trois prochaines années. C'est une bonne nouvelle, mais cela ne sera certainement pas suffisant pour absorber le boom démographique des prochaines années dans certaines régions. Le financement de notre enseignement est évidemment le nœud du problème, surtout en période de restrictions budgétaires. Comme chaque fois, le secteur privé voit dans ces difficultés l'occasion de s'accaparer un « marché ». Or, pour que l'enseignement de qualité soit accessible à toutes et tous, il doit être réglementé et financé par les pouvoirs publics. Il serait totalement irresponsable de sacrifier l'éducation de la future génération : celle qui construira la société de demain.

3 La Libre, 30 août 2013.

4 Mouvement ouvrier chrétien, dont font partie la CSC, et donc la CNE et la CSC Enseignement, deux centrales de la confédération syndicale chrétienne.

5 Frédéric Ligot et Eugène Ernst, L'école obsédée par la croissance.

6 Le Soir, 12 septembre 2013.

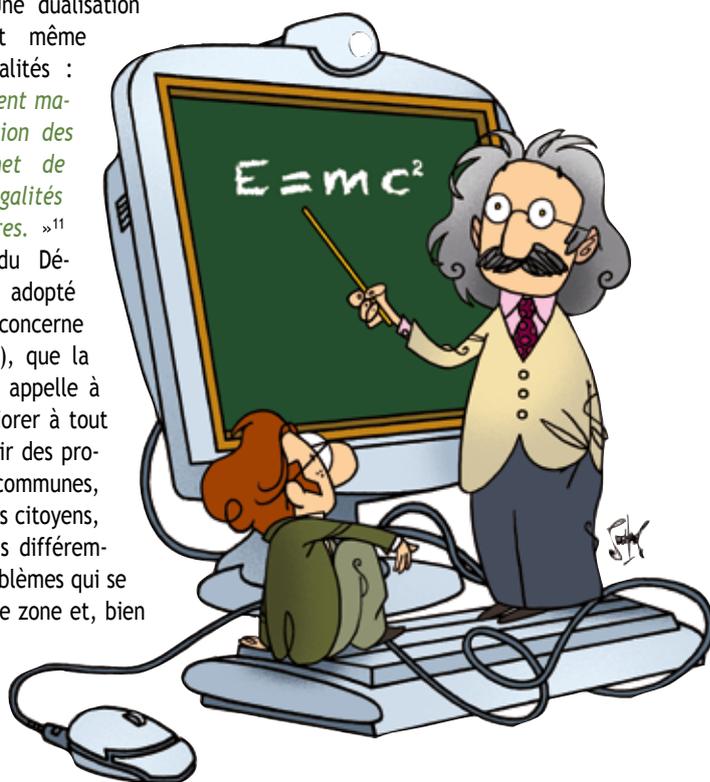
7 Le Soir, 12 décembre 2013.

8 Marcel Crahay et Ariane Baye, Existe-t-il des écoles justes et efficaces ?

9 Mémoire CSC-Enseignement pour les élections du 25 mai 2014.

10 Le Soir, 12 septembre 2013.

11 Mémoire de la CSC Enseignement pour les élections du 25 mai 2014.



L'Europe de l'austérité compromet l'éducation des ses jeunes

En matière d'éducation, l'Europe vise principalement à former des agents économiques. Mais le plus grand danger vient de ses politiques d'austérité, qui font des ravages dans les classes européennes.

Les compétences de l'Union européenne en matière d'enseignement sont plutôt limitées : chaque pays élabore sa propre politique d'éducation. Cette autonomie n'empêche cependant pas l'UE d'établir une vision commune. Plus précisément, le programme « Éducation et formation 2020 » énonce quatre objectifs : faire en sorte que l'éducation et la formation tout au long de la vie et la mobilité deviennent une réalité, améliorer la qualité et l'efficacité de l'éducation et de la formation, favoriser l'équité, la cohésion sociale et la citoyenneté active et enfin, encourager la créativité et l'innovation, y compris l'esprit d'entreprise, à tous les niveaux de l'éducation et de la formation. Vaste programme. L'enseignement et la formation méritent en effet de grandes ambitions. Malheureusement, les politiques européennes menées depuis plusieurs décennies sont ancrées dans une logique libérale. Les objectifs s'inscrivent donc dans une vision plutôt utilitariste de l'éducation, comme le souligne d'ailleurs le portail des institutions de l'Union européenne : « La réussite économique future de l'UE nécessite une population bien formée, qui lui permette de livrer une concurrence efficace dans une économie mondiale de la connaissance. »¹ La priorité est bien de former des personnes « compétitives » sur le marché.

Plus concrètement, l'Union européenne se concentre sur les échanges et la collaboration entre les Etats membres. Elle finance ainsi des programmes qui aident les citoyens à étudier, suivre une formation, effectuer un stage ou travailler comme bénévole à l'étranger, et qui favorisent l'apprentissage des langues et l'enseignement en ligne. Par ailleurs, les États membres sont invités à s'inscrire dans le cadre européen des certifications (CEC), qui permet aux citoyens européens et surtout aux employeurs de comparer facilement les com-

pétences et qualifications d'un pays à l'autre. L'idée est bien de renforcer la mobilité des travailleurs et des étudiants sur le marché du travail au sein de l'Union. Cette ouverture est une bonne chose en termes de rencontre et de partage des connaissances. Du moins si la logique d'« employabilité » ne prend pas le dessus.

L'austérité ferme les écoles

Le plus grand danger qui pèse sur la jeunesse européenne ne vient cependant pas directement de cette vision de l'éducation, mais bien de la politique économique de l'Union. Les cures d'austérité imposées par la Commission européenne ces dernières années affectent gravement les systèmes d'enseignement et formation : d'après une étude européenne, sur 31 pays européens, 20 ont coupé dans leurs budgets d'éducation en 2011 et/ou 2012. Et 10 pays ont également gelé ou diminué les salaires des enseignants, sur la même période. Au Portugal, le nombre d'enseignants titulaires du primaire et du secondaire est ainsi passé de 103.861 à 100.779 en un an, et le syndicat estime que 15 à 20.000 professeurs pourraient prochainement être licenciés. En Grèce, le secteur éducatif est l'un des plus concernés par le plan de restructuration de la fonction publique. De 2010 à 2012, le budget de l'éducation a baissé de 29%. Les enseignants ont perdu jusqu'à 45% de leurs revenus, et une cinquantaine de spécialités ont été supprimées dans les lycées (aide-soignant, graphisme, coiffure...). Les deux universités les plus prestigieuses du pays ont dû fermer leurs portes suite à la décision du ministre de l'Éducation de licencier près de 40% de leur personnel administratif. D'autres ont dû suspendre leurs activités, tandis qu'une loi a annulé le droit à l'enseignement gratuit pour tous. Toutes ces mesures ont été imposées

Dossier réalisé par Julie Coumont

en dépit de la Constitution grecque... Autre pays soumis aux cures d'austérité européennes, l'Espagne a amputé son budget consacré à l'éducation de plus d'un milliard d'euros en 2012. Le taux d'abandon scolaire s'élève désormais à 25% et près d'un jeune sur quatre entre 15 et 29 ans est sans occupation : ni au travail, ni aux études.²

Ainsi, en matière d'éducation également, les conséquences de l'austérité n'ont plus rien d'hypothétique. C'est aussi logique que malheureux : sans argent, les plus grandes ambitions politiques sont vaines. La première étape pour favoriser l'enseignement et la formation au niveau européen est donc de voter pour l'abandon de l'austérité.

¹ www.europa.eu.
² AFP, 6 septembre 2013.

Le décret de Bologne, inachevé

En 2004, la CSC-Enseignement, la CSC Services publics et la CNE ont pris position sur le projet du décret de Bologne. L'harmonisation européenne des cursus de l'enseignement supérieur était acceptée, mais devait s'accompagner de trois autres avancées :

- une harmonisation des politiques d'accès aux études, via un fonds de compensation entre pays et une démocratisation des études, notamment pour la mobilité des étudiants
- une harmonisation des statuts sociaux et fiscaux des membres du personnel en mobilité dans le cadre européen
- une harmonisation des politiques de financement public de l'enseignement supérieur

Dix ans plus tard, si l'harmonisation des cycles d'études est en voie d'achèvement, ces trois « accompagnements » demandés - et encore essentiels aujourd'hui - sont toujours en carafe.